

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 691

semaine du
du 3 au 9 février
2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Trois blocs opératoires fermés sur quatre ne le sont pas du fait du Covid Les vrais responsables : Macron et Véran !

Pages 2 et 3

Le gouvernement cherche par tous les moyens de rejeter la responsabilité de la déprogrammation des soins sur les malades du Covid, en particulier les non-vaccinés qui mobiliseraient toutes les ressources de l'hôpital au détriment des autres patients. Odieux mensonge !

Dans la semaine du 17 au 23 janvier, 17 % des blocs opératoires étaient fermés, selon un document interne de la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) que le Dr Desbiolles, épidémiologiste, a rendu public sur Twitter le 27 janvier. 3 % des blocs étaient fermés pour redéployer le personnel vers des unités Covid, 1 % du fait de l'absence de personnels infectés par le virus et, selon la direction de l'AP HP elle-même, 13 % des blocs ont été fermés par manque de personnels. Autrement dit : 3 blocs sur 4 fermés le sont pour des raisons autres que le Covid. « Les déprogrammations qui en découlent n'ont rien à voir avec les patients Covid, vaccinés ou non », en conclut à juste titre le Dr Desbiolles. Plusieurs témoignages de médecins et personnels de l'AP-HP, publiés le 28 janvier sur le site du Figaro, vont dans le même sens.

Le Pr Peyromaure, chef de service à l'hôpital Cochin à Paris : « Par économie de personnel, nous fermons la salle à la moindre absence. Le problème est structurel et ancien ! »

Les masques tombent

Ainsi donc, c'est le Pr Delfraissy, président du conseil scientifique, qui découvre dans une interview à FranceInfo, que « ce vaccin n'est pas vraiment un vaccin », ajoutant immédiatement qu'il n'aurait pas dû le dire. A son tour, François Alla, professeur de santé publique, membre du Haut Conseil de santé publique, annonce : « J'ai démissionné parce que (...) de fait, nous nous sommes transformés en service après-vente de décisions qui étaient déjà prises en amont. »

C'est donc le propre appareil direct de Macron et Véran qui, devant la catastrophe sanitaire liée aux fermetures de lits et suppressions de postes, tombe les masques et quitte le navire.

Au même moment, *Le Figaro* révèle discrètement, sur son site Internet (*lire page 2*), un document interne et secret de Martin Hirsch, expliquant que les salles de blocs opératoires, à l'AP-HP, ne sont pas fermées à cause de la prise en charge des patients du Covid mais, pour la plupart, en lien avec le manque de personnels récurrent depuis des années.

Tout cela n'empêche pas Macron et Véran de poursuivre leur œuvre destructrice du système sanitaire. Et alors qu'éclate publiquement le scandale de la maltraitance dans les Ehpad, voilà que tous proposent enquêtes, commissions... pour traquer les cou-

pables ! Pourrait-il ne pas y avoir de maltraitance, alors qu'il manque 220 000 agents dans les Ehpad, simplement pour réaliser les objectifs fixés à la suite de la canicule de 2005 par M^{me} Bachelot, alors ministre, à savoir un agent pour un résident ?

Oui, il y a eu maltraitance, et on connaît les noms des maltraitants : Bachelot, Touraine, Buzyn, Véran, tous ministres qui ont organisé et contrôlé cette pénurie pour permettre la réalisation des dividendes monstrueux versés chaque année aux actionnaires propriétaires des Orpéa et autres organismes privés. Tout ce buzz sur les enquêtes qui seraient nécessaires ne servent qu'une seule chose : cacher les mesures criminelles prises par ces ministres. Ils ont fermé les lits, supprimé les postes, suspendu les personnels, attaqué comme jamais le Code du travail. Ils ont même demandé aux confédérations syndicales de fermer leurs locaux, alors que les travailleurs allaient dans les usines et les bureaux, s'entassaient dans les transports en commun.

Quel rapport avec le virus ? Le passe vaccinal, c'est une politique anti-ouvrière et rien d'autre.

Et si pour arrêter ce désastre, il faut qu'ils dégagent, alors qu'ils dégagent tous ! Ils n'empêcheront ni la vérité d'éclater, ni la résistance de s'organiser.

Campagne pour le vote Mélenchon

Pages 4, 5 et 6

La parole à :

Pierre Besse,
syndicaliste cheminot

Emmanuelle Davy,
infirmière au CHU Angers et militante syndicaliste

Diangou Traoré,
militante associative,
syndicaliste à la Sécurité sociale

Pages 8 et 9

■ **Dieppe (76) :** parents, enseignants et élèves bloquent le pont contre les fermetures de classes

■ **Joué-les-tours (37) :** parents et enseignants bloquent le collège trois jours de suite pour obtenir les heures

■ **« Election présidentielle ou pas, il n'y a pas de trêve pour les revendications ! »**

Intervention de **Clément Poulet**, secrétaire général de la Fnec FP-FO, avant le départ de la manifestation parisienne lors de la grève interprofessionnelle du 27 janvier

■ **Les agents d'EDF se sont mobilisés en nombre**

Interview de **David Hallier**, délégué syndical CGT au Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) EDF de Cruas, en Ardèche

■ **Grève massive à Pôle Emploi**

■ **Industries : des mobilisations importantes pour arracher des augmentations de salaire**

Page 15

Tribune libre & opinions

Plus de 600 artistes et professionnels de la culture s'opposent à la dérive autoritaire en cours

Extrait de l'appel lancé par Les sous-marins jaunes (collectif.yellow.submarine@gmail.com), avec le soutien du collectif Lesessentiels.org et des bibliothécaires en lutte

Pages 12 et 13

Guadeloupe, Martinique : arrêt de la répression !

■ **Maïté Hubert M'Toumo**,
secrétaire générale de l'UGTG
(Conférence de presse le 25 janvier devant le CHU de Guadeloupe)

■ **Gaby Clavier**, secrétaire de l'UTS-UGTG
du CHU de Guadeloupe

■ **Martine**, infirmière au CHU Basse-Terre, syndicaliste
(dans une manifestation)

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 7 euros 11 euros pour les plis clos

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

12 numéros : 20 euros 6 mois (25 numéros) : 35 euros

1 an (51 numéros) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros

10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.